



Marché n°2025-03



**Entretien, dépannage et travaux
des ascenseurs et des
systèmes de fermetures
automatisées de l'Université
Rennes 2**



Votre référent en ingénierie du bâtiment

**Cahier des Charges Techniques Particulières
(CCTP)**

Lot 1 : Entretien, désincarcération et dépannage d'ascenseurs

Marché public – Marché de services

Code de la Construction et de l'Habitation
&

Arrêté du 11 mars 1977 relatif à l'entretien des installations de monte-charge non
accompagnés et plates-formes élévatrices

Sommaire :

ARTICLE 1. PREAMBULE.....	4
1.1. PERIMETRE.....	4
1.2. CONNAISSANCE DES EQUIPEMENTS ET DES SITES.....	4
1.3. SITES CONCERNES.....	5
ARTICLE 2. ENTRETIEN DES ÉQUIPEMENTS	5
2.1. PERIMETRE ET OBJECTIFS	5
2.2. PERIODICITE ET PERIODE D'INTERVENTION	5
2.3. TYPES DE MAINTENANCES.....	6
2.4. DISPONIBILITE DES PIECES.....	6
2.5. BON D'INTERVENTION	6
2.6. PRISE EN CHARGE DE NOUVELLES INSTALLATIONS	6
ARTICLE 3. CONDITIONS D'EXECUTION	7
3.1. GENERALITES	7
3.2. SECURITE	7
3.2.1. Plan de prévention.....	7
3.2.2. Type de matériaux et diagnostics amiante.....	7
3.2.3. Etudes de sécurité.....	8
3.3. INFORMATION DES USAGERS.....	8
3.4. ORGANISATION DE L'ENTREPRISE.....	8
3.5. PROCEDURES D'INTERVENTION.....	9
3.5.1. Campus Villejean et La Harpe à Rennes.....	9
3.5.2. Campus Mazier et Gymnase de la Vallée à Saint-Brieuc.....	9
3.6. MOYENS MATERIELS DU TITULAIRE.....	9
3.7. OBJECTIFS DE RESULTATS	9
3.7.1. Objectifs et définition de la disponibilité	9
3.7.2. Périodes d'indisponibilité prises en compte	10
3.7.3. Périodes d'indisponibilité non prises en compte	10
3.7.4. Réduction du nombre de réserves de maintenance	10
3.7.5. Objectifs de la qualité de service.....	10
3.7.6. Pannes répétitives.....	11
3.8. IDENTIFICATIONS DES EQUIPEMENTS.....	11
3.9. DOCUMENTATION.....	11
3.10. CONTROLES - ÉTAT DES LIEUX - AUDIT DES APPAREILS	12
3.10.1. Contrôle des prestations et assistance aux organismes de contrôle.....	12
3.10.2. Etat des lieux contradictoires en début de contrat.....	13
3.10.3. Etat des lieux contradictoires en fin de contrat	13
3.10.4. Absence du Titulaire à l'état des lieux contradictoire, à une expertise ou à un contrôle réglementaire.....	13
3.10.5. Réserves de maintenance – Plan de progrès.....	13
3.11. EXCLUSIONS AUX PRESTATIONS D'ENTRETIEN.....	14
3.12. SYSTEME DE TELEALARME ET/OU TELESURVEILLANCE	14
3.13. INFORMATIONS VERS L'ACHETEUR	14
3.13.1. Carnet d'entretien.....	15
3.13.2. Registre de sécurité.....	15
3.13.3. Mise à l'arrêt d'un appareil.....	16
3.13.4. Opérations de « maintenance lourde ».....	16
3.14. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.....	16
ARTICLE 4. RÉPARATIONS / TRAVAUX SUR DEVIS.....	16
4.1. GENERALITES	16
4.1.1. Introduction.....	16
4.1.2. Dispositions particulières en bâtiment occupé.....	17
4.2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES – TRAVAUX.....	17
4.2.1. Définition du matériel proposé.....	17

Cahier des Clauses Techniques Particulières
Marché N° 2025 - 03 - Université Rennes 2

Lot 1 - Entretien, désincarcération et dépannage d'ascenseurs

4.2.2.	Qualité du matériel.....	18
4.2.3.	Essais et vérification de fonctionnement.....	18
4.3.	RECEPTION DES TRAVAUX.....	18
4.3.1.	Essais réglementaires et réception de l'ouvrage.....	18
4.3.2.	Mise en service.....	18
4.3.3.	Visa des documents d'exécution.....	19
4.4.	MODALITES CHANTIER – TRAVAUX.....	19
4.4.1.	Exécution des travaux.....	19
4.4.2.	Visites et investigations.....	20
4.4.3.	Suivi chantier.....	20
4.4.4.	Propreté du chantier.....	20
4.4.5.	Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité.....	20
4.4.6.	Amiante / Plomb.....	21
4.4.7.	Communication pendant la phase chantier.....	22
5	NORMES ET REGLEMENTATIONS.....	22
5.1	Normes générales et amendements.....	22
5.2	Normes spécifiques et amendements.....	22
5.3	Réglementation générale applicable.....	23
5.4	Réglementation spécifique applicable.....	23
5.5	Modifications effectuées sur des ascenseurs soumis aux exigences de la directive ascenseur lors de leur mise sur le marché (ascenseurs CE).....	24
5.6	Modification des cellules Sick Optique à faisceaux tournants.....	24
5.7	Directives européennes applicables et transpositions en droit Français.....	24

ARTICLE 1. **PREAMBULE**

1.1. Périmètre

L'acheteur souhaite confier l'entretien de ses installations à des entreprises compétentes. Les objectifs du présent marché sont le respect de la sécurité et du fonctionnement des installations pour les usagers et les intervenants, celui des réglementations applicables, la conservation des équipements et l'amélioration du service rendu aux utilisateurs.

La liste des équipements par bâtiment est indiquée en Annexe 3 – DPGF Maintenance.

1.2. Connaissance des équipements et des sites

Le Titulaire est réputé avoir pris en compte pour l'établissement de ses chiffrages, l'ensemble des contraintes d'environnement des sites. En conséquence, le Titulaire ne peut arguer du fait de son ignorance pour prétendre à ne pas respecter ses engagements contractuels.

Le Titulaire ne peut se prévaloir postérieurement à la signature du marché ou éventuellement à réception d'un ordre de service complémentaire, d'une connaissance insuffisante des sites et installations ou d'éléments locaux tels que moyens d'accès et de stockage, conditions climatiques ou relations avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

Le Titulaire est réputé, lors de la remise de son offre, avoir :

- Une connaissance parfaite des installations existantes, de leurs abords, des conditions d'accès et de tous les éléments et locaux en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations.
- Inclus tous les frais annexes consécutifs à l'exécution des prestations.
- Inclus les frais éventuels subordonnés à l'utilisation de brevets ou procédés spéciaux.
- Le cas échéant, questionné l'acheteur, de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées.

Tout préjudice relatif à un manquement à ces exigences ayant pour conséquence un retard ou une mauvaise exécution, est à la charge du Titulaire.

Les évolutions réglementaires, tout au long du marché, sont intégrées par voie d'avenant si elles ne modifient pas l'économie du contrat. Dans le cas contraire, l'acheteur peut résilier le présent contrat moyennant un préavis indiqué dans le courrier, sans contrepartie financière.

Les dispositions du présent contrat sont exclusives de toutes autres et il n'existe pas d'arrangements, accords, interprétations ou garanties qui n'y soient spécifiées. Elles annulent et remplacent toutes propositions ou accords antérieurs et prévalent sur toutes autres communications entre les parties se rapprochant à l'objet du présent contrat y compris les devis et conditions générales fournies par le Titulaire.

L'acheteur a établi un marché à objectifs de résultats (au-delà des moyens minimaux que la réglementation impose de fixer). Le titulaire devra mettre en place une organisation permettant de garantir au moins le même niveau de service, de sécurité et de fiabilité que celui décrit dans le présent CCTP. Il la détaillera en Annexe 1 – CRTA.

Si l'une des stipulations du présent marché, ou une partie d'entre elles, est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle est réputée non écrite mais n'entraîne pas la nullité du marché ou celle d'une clause partiellement concernée.

1.3. Sites concernés

Les sites concernés par le présent marché sont :

- Campus Villejean à RENNES,
- Campus La Harpe à RENNES,
- Campus Mazier à SAINT BRIEUC,
- Gymnase de la Vallée à SAINT BRIEUC.

ARTICLE 2. ENTRETIEN DES ÉQUIPEMENTS

2.1. Périmètre et objectifs

L'acheteur souhaite que la maintenance des appareils faisant l'objet du marché permette un niveau de service optimal, un maintien en état des installations et une conservation de l'esthétique générale. La satisfaction des usagers est le souci constant du Titulaire dans l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à réaliser les visites et opérations d'entretien permettant de maintenir les installations (listées en Annexe 4 – DPGF Maintenance) - en parfait état de fonctionnement, tel que prévu :

- Pour les ascenseurs : aux dispositions du décret 2004-964 du 9 septembre 2004 modifié par le décret 2012-764 du 7 Mai 2012 et de leurs arrêtés d'application.
- Pour les monte-charges : à l'arrêté de Mars 1977 ou, si l'appareil dispose d'une attestation CE en vertu de la Directive Machines n°2006/42/CE du 17 mai 2006, des recommandations écrites du fabricant
- Pour tous les autres appareils élévateurs : des dispositions réglementaires, normatives, ou constructives (dans cet ordre de préséance)

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à effectuer l'ensemble des opérations minimales d'entretien telles que définies dans les textes cités ci-dessus ainsi que celles demandées expressément par l'acheteur dans le présent marché.

La liste minimale des opérations d'entretien, complétée par les opérations à effectuer à la demande expresse de l'acheteur, figure en annexe D du présent CCTP.

Le Titulaire s'engage à effectuer les visites préventives et tous remplacements de pièces avant leur défaillance, selon les règles de l'art et dans un souci de minimiser les pannes.

2.2. Périodicité et période d'intervention

Les opérations de maintenance :

- forfaitaire systématique, conditionnelle et prévisionnelle sont réalisées dans la période d'intervention comprise du lundi au samedi de 8h à 18h.
- corrective (curatif et palliatif) sont réalisées 24h/24 tous les jours de l'année et jours fériés inclus, par dérogation à l'article 32.2 du CCAG-FCS.

Les opérations de maintenance préventive lourde peuvent être réalisées du lundi au samedi de 5h00 à 0h00 (article 3.13.4 du présent CCTP)

Le délai maximum entre 2 visites périodiques de maintenance préventive par équipement est de 6 semaines.
Les délais d'intervention de la maintenance corrective sont indiqués au CCAP.

En aucun cas, une intervention de dépannage (= maintenance corrective) seule ne peut tenir lieu de visite de maintenance préventive.

Le retard ou l'absence de visites périodiques comme indiqué ci-dessus peut donner lieu aux pénalités prévues au CCAP.

2.3. Types de maintenances

Le Titulaire :

- réalise, à sa charge, les visites de maintenance conditionnelle et en justifie dans ses rapports périodiques.
- Ajuste ces visites de maintenance conditionnelle en fréquence et qualité sur les sites de l'Université, en le justifiant auprès du représentant de l'acheteur et après son accord,
- En déduit les visites de maintenance prévisionnelle (par exemple : fréquence de serrage des bornes, changement des huiles...) et l'inscrit dans le plan de maintenance.

Le Titulaire réalise à sa charge la maintenance palliative (= réparation provisoire) ou, le cas échéant, le remplacement des pièces lorsqu'elles sont défectueuses ou usées, listées en Annexe E du présent CCTP.

Le titulaire assure l'entretien et le remplacement des équipements de type « anti-vandales » lorsqu'ils existent dans le cadre de son forfait annuel, sauf dégâts consécutifs à des actes de vandalisme.

2.4. Disponibilité des pièces

Les pièces listées dans l'Annexe E du présent CCTP sont disponibles dans les locaux du titulaire ou sont approvisionnées dans un délai maximum de 3 jours calendaires à compter de l'intervention, exception faite de pièces particulières nécessitant une fabrication ou un approvisionnement spécifique qu'il convient de justifier ; notamment : vis d'entraînement, poulie, panneau de porte, etc.

L'adaptation des pièces de rechange qui ne proviendraient pas du fabricant d'origine relève de la responsabilité et à la charge du Titulaire du présent marché.

Les pièces de rechange ou kit d'adaptation sont réputées disponibles à compter de leur date d'installation :

- Pendant 30 ans pour les éléments mécaniques,
- Pendant 20 ans pour les pièces électromécaniques,
- Pendant 15 ans pour les composants électroniques.

Ces échanges de pièces font l'objet d'une information particulière à l'acheteur et d'une inscription sur le carnet d'entretien en local des machines (ou dans l'armoire de Manœuvre pour les ascenseurs sans local des machines).

2.5. Bon d'intervention

Le titulaire remet systématiquement et immédiatement à l'acheteur pour toute intervention de maintenance préventive et curative, un bon d'intervention qui sera également envoyé par mail. Il comprendra les informations suivantes :

- Nom de l'intervenant,
- Le site,
- Le bâtiment,
- Le numéro de l'appareil concerné, (référence de l'Université)
- Date et heure d'arrivée sur site,
- Date et heure du départ,
- Nature de l'intervention,
- Prestation réalisée.

2.6. Prise en charge de nouvelles installations

A la prise en charge d'un nouvel équipement installé par un prestataire tiers, le titulaire sera présent à la réception et devra faire état de réserves réglementaires ou techniques. A la suite de quoi, il ne pourra faire état d'aucune malfaçon.

ARTICLE 3. Conditions d'exécution

3.1. Généralités

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions telles que définies par les exigences du présent cahier des charges et selon les règles de l'art en la matière.

Le contenu des prestations tient compte des prescriptions du constructeur, des conditions et de la fréquence d'utilisation, des horaires d'intervention, de l'âge/la technologie de l'installation, et de la connexion à un système de phonie/télesurveillance/télégestion.

Le titulaire emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés et qualifiés ayant l'expérience requise pour les services demandés et utilise les outils et méthodes nécessaires à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à disposer à tout moment d'un personnel en règle avec la législation en vigueur et à s'acquitter notamment de l'ensemble des obligations dues en application des articles L.8323-1 et suivants du code du travail.

Le titulaire met à disposition de l'acheteur un numéro téléphonique non surtaxé avec un délai de prise d'appel de 2 minutes maximum permettant de traiter les demandes d'intervention 24h/24, tous les jours de l'année, jours fériés inclus.

Le titulaire met à disposition de l'acheteur une astreinte technique et téléphonique afin d'intervenir dans les délais définis contractuels.

Le titulaire s'engage à communiquer les numéros (permanence et astreinte) dans les 10 jours ouvrés suivants la notification du marché.

Le non-respect des délais entraîne l'application des pénalités selon les modalités définies au CCAP.

3.2. Sécurité

Le Titulaire justifie d'un système de management de la sécurité interne ou conforme à un référentiel (MASE, OHSAS, ISO 45001 ...).

3.2.1. Plan de prévention

Le titulaire et l'acheteur établiront conjointement, au plus tard 10 jours ouvrés suivants la date de notification du marché, un plan de prévention « Hygiène et Sécurité » et celui-ci devra être révisé annuellement.

3.2.2. Type de matériaux et diagnostics amiante

Le titulaire a l'obligation de se renseigner sur la nature des matériaux utilisés dans les revêtements de protection des ouvrages et, le cas échéant, en faire la demande à l'acheteur par tout moyen permettant d'apporter une preuve certaine de la réception, conformément aux décrets n°97-855 du 12 septembre 1997, n°2001-840 du 13 septembre 2001, n°2002-839 du 3 mai 2002 et n°2003-461 du 21 mai 2003. ».

L'acheteur fournit, sur demande, la synthèse des Diagnostics amiante sur l'ensemble des zones disposant d'équipements du lot 1 dans le cadre du présent marché.

Dans le cas où des matériaux suspects seraient présents dans les lieux d'intervention, les techniciens utilisent des protections individuelles conformes au degré de risque. La prise en compte des éventuels surcoûts est exclusivement à la charge du titulaire **dont le personnel est formé à travailler au titre de la « sous-section 4 »**, au plus tard lors de la prise d'effet du marché.

Si le titulaire détecte la présence de matériaux suspects, il a l'obligation de le signaler à l'acheteur, dans les plus brefs délais, par tout moyen permettant d'apporter une preuve certaine de la réception.

3.2.3. Etudes de sécurité

Conformément au décret 2008-1325 du 15 Décembre 2008, le Titulaire planifie et réalise ses études de sécurité dans les 8 semaines qui suivent la notification du marché ou avant la réception de transformations importantes et les appose en local dans les machines ascenseurs sous pochette plastique de protection.

Les études de sécurité reportent tous les risques identifiés sur l'installation et pour l'accès à celle-ci. L'éventuelle présence de matériaux suspects doit y être reportée. Les techniciens intervenant même ponctuellement sur l'installation doivent être informés des risques et formés au travail dans ces conditions.

Les études de sécurité sont adressées à l'acheteur dans le même délai et peuvent être transmises au format électronique.

L'absence d'étude de sécurité en local des machines ou panneau de maintenance dans les délais indiqués ci-dessus peut donner lieu aux pénalités prévues au CCAP.

3.3. Information des usagers

Lors des interventions de maintenance préventive ou curative, le technicien affiche une information concernant sa présence sur l'appareil sur la porte de l'accès principal de l'ascenseur.

Après réalisation d'une visite d'entretien – prévue réglementairement toutes les 6 semaines maximum – le technicien affiche en cabine une information qui précise au minimum la date de son intervention : le support de l'information doit être fourni par le titulaire et remplacé autant de fois que nécessaire.

Lors d'une intervention sur une panne, en cas d'incapacité à remettre en service l'appareil lors de son premier passage, le technicien affiche une information de son passage où il s'engage à fournir plus de détails sur la panne sous 24 heures ouvrables à compter du début de l'intervention. Le titulaire informe immédiatement l'acheteur de la mise à l'arrêt de l'appareil et les tient informés de la cause, de la pièce à approvisionner et du délai de remise en service.

Lors de son deuxième passage, suite à une panne, le technicien informe l'acheteur du type de panne et du délai prévisionnel avant remise en service, celle-ci devant être conforme au marché. Le technicien réalise, sur site, un affichage complémentaire sur l'origine du défaut et le délai de remise en service.

3.4. Organisation de l'entreprise

Le Titulaire dispose d'une centrale d'appel permettant de traiter les demandes d'intervention 24h/24 – 7j/7, tous les jours de l'année, jours fériés inclus (appel local ou n° vert uniquement).

Le Titulaire doit proposer un interlocuteur unique pour le pilotage du contrat de maintenance. La qualification, l'autonomie et la fonction de cet interlocuteur sont précisées en Annexe 1 - CRTA et doivent être indiquées dans le mémoire du Titulaire.

Le Titulaire remet à l'acheteur un plan de maintenance daté à chaque date anniversaire du marché. Ce plan doit être conforme au CCTP et notamment à la définition (Annexe C) et aux opérations minimales (Annexe D).

Chaque technicien doit avoir au maximum 140 ascenseurs dans sa tournée et justifier d'au moins 2 ans d'ancienneté dans la profession (période de formation terrain ou spécifique incluse).

Une analyse des technologies présentes sur chaque tournée doit être effectuée régulièrement par le Titulaire qui met alors en œuvre un plan spécifique de formation des techniciens concernés.

L'affectation par l'entreprise d'une équipe dédiée au marché (à savoir un technicien référent et un chargé d'affaires/commercial) sera privilégiée (connaissance du parc, des interlocuteurs de l'acheteur et des procédures d'intervention et de reporting, ...).

Lot 1 - Entretien, désincarcération et dépannage d'ascenseurs

En cas de remplacement de « l'interlocuteur unique » ou d'un technicien de maintenance en cours d'exécution du contrat, le remplaçant dispose à minima des mêmes qualifications, expériences, autonomie et autorité/fonction.

Le Titulaire mettra à disposition de l'Université pour toutes correspondances :

- Un numéro d'appel d'urgence de l'agence
- Un numéro d'appel du centre d'intervention
- Un numéro d'appel du cadre d'astreinte
- Un numéro d'appel du technicien de maintenance qui sera référent au site

Ces N° ne doivent pas renvoyer sur un répondeur ni être surtaxés.

3.5. Procédures d'intervention

Toute visite d'entretien doit, de plus, faire l'objet d'un affichage en cabine (date de visite sur une affichette au seul logo du titulaire).

3.5.1. Campus Villejean et La Harpe à Rennes

Pour toute intervention, le technicien du titulaire doit se présenter avant son intervention au Poste Central de Sécurité de l'Université situé au bâtiment D, porte D209. Il prendra l'information de son intervention, les clefs et le badge d'accès aux différents locaux.

Suite à son intervention, le technicien devra se présenter à nouveau au Poste Central de Sécurité pour la remise des clefs et du badge. Il transmettra en parallèle et dans les délais contractuels, son bon d'intervention par mail.

3.5.2. Campus Mazier et Gymnase de la Vallée à Saint-Brieuc

Pour toute intervention, le technicien du titulaire doit contacter le technicien de maintenance du Campus (les contacts téléphoniques seront transmis par l'acheteur au titulaire, à la notification du marché) et se présenter avant son intervention. Il prendra l'information de son intervention, les clefs et le badge d'accès aux différents locaux.

Suite à son intervention, le technicien reprendra contact avec le technicien de maintenance pour la remise des clefs et du badge et transmettra en parallèle et dans les délais contractuels, son bon d'intervention par mail.

3.6. Moyens matériels du titulaire

Le Titulaire ne peut invoquer le manque d'outil spécifique pour justifier le dépassement du délai d'indisponibilité ou d'immobilité. (Exemple : outil de diagnostic de l'armoire de manœuvre). Le Titulaire doit avoir en sa possession tous les outils nécessaires à la réalisation des opérations de maintenance et de dépannage, et les appareillages nécessaires aux diagnostics ou à la programmation des équipements et remise en service quel que soit la marque et la technologie des ascenseurs pris en charge dans le cadre de ce marché.

3.7. Objectifs de résultats

3.7.1. Objectifs et définition de la disponibilité

Le titulaire vise un taux objectif de disponibilité de 100 % sur l'ensemble des ascenseurs de son patrimoine. Compte tenu des contraintes techniques, le taux objectif de disponibilité toléré pour le titulaire est de :

- 97 % mini pour chaque appareil
- 99,5% pour la moyenne calculée sur tous les appareils du présent lot.

La disponibilité pour l'exercice « n » est mesurée sur une période de douze mois entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice « n ».

Le rapport d'activité annuel fournit le détail nécessaire à sa vérification.

Le taux est calculé en déduisant les indisponibilités « prises en compte » (exprimées en minutes) d'une disponibilité théorique de 100% (une année de 365 jours exprimée en minutes) à partir des données recueillies par la télésurveillance, par le centre de surveillance du Titulaire ou tout autre système mis en place par le titulaire en cours de marché.

Taux de disponibilité (exprimé en %) =
 $100 - [(Somme des périodes d'indisponibilité en minutes / année en minutes) * 100]$

3.7.2. Périodes d'indisponibilité prises en compte

Les périodes d'indisponibilité concernent toutes les périodes (week-end compris) pendant lesquelles l'ascenseur n'est pas en mesure d'effectuer de transport des usagers : Pannes de courte ou de longue durée, usager bloqué, mise à l'arrêt. Le début de chaque période correspond au premier événement enregistré par la télésurveillance notifiant le début de l'incident, la fin de période correspond à la mise en service. Il intègre ainsi notamment le délai d'arrivée du technicien.

3.7.3. Périodes d'indisponibilité non prises en compte

Ne sont pas prises en compte :

- Les périodes d'indisponibilité résultant du vandalisme prouvé par le titulaire par tout moyen (relevé de télésurveillance, dégradation constatée visuellement...) et notifiée par écrit, à l'acheteur, par le Titulaire ;
- Les durées découlant d'une coupure de courant du réseau non provoquée par une défaillance du tableau électrique ascenseur ou de l'installation elle-même ;
- Les durées découlant d'une coupure de communication de l'opérateur de téléphonie ayant nécessité la mise à l'arrêt de l'installation ;
- Les arrêts découlant d'une surcharge ne provenant pas d'un défaut de réglage de l'appareil ;
- Les périodes d'indisponibilité découlant des travaux commandés par le titulaire et à sa charge sont neutralisées dans la limite des plannings contractuels acceptés par le titulaire.
- Les visites de maintenance préventive, contrôles et vérifications périodiques.

3.7.4. Réduction du nombre de réserves de maintenance

Le Titulaire s'engage à lever l'ensemble des réserves émises par les organismes de contrôle tout au long de son contrat.

3.7.5. Objectifs de la qualité de service

Le titulaire doit s'engager dans un objectif de qualité de service à un taux de panne maximal de 8 pannes pour défaillance technique par appareil et par an.

Le Titulaire s'engage par le présent contrat à être un partenaire dans l'atteinte et le suivi des résultats.

Le non-respect de cet objectif peut donner lieu à l'application des **pénalités au CCAP du présent marché**.

Le titulaire établira, dans le cadre de la réunion semestrielle, une **liste des appareils dont le taux de panne maximum sera porté à 5** selon les critères ci-dessous :

- appareils modernisés récemment
- appareils neufs
- etc.

NB : l'engagement de Qualité de Service (ou engagement de service) de l'acheteur sera revu progressivement lors de l'exécution du contrat. Dans le cadre des réunions semestrielles, les valeurs « objectif » prévues au présent CCTP seront éventuellement renégociées à la baisse, sans supplément de prix, et pour tenir compte des résultats réels constatés. Le Titulaire s'engage à participer à leur définition dans l'intérêt de l'acheteur et des usagers.

3.7.6. Pannes répétitives

Le Titulaire met en œuvre une organisation lui permettant de détecter les pannes récurrentes survenant sur un ascenseur. A ce titre, il établit un plan d'actions, puis traite les pannes pour rétablir un fonctionnement satisfaisant de l'ascenseur.

Il rend compte de ses actions lors des réunions périodiques avec l'Acheteur.

3.8. Identifications des équipements

Dans les 5 jours suivant la date de notification du marché, le titulaire apposera sur chaque équipement une signalétique, sur laquelle sera mentionné le numéro d'identification de l'équipement propre à l'acheteur tel qu'il est indiqué sur la liste des équipements (annexe 4).

Ce numéro d'identification sera reporté sur toutes pièces administratives (devis, factures, constat...).

3.9. Documentation

Lors de la mise en place du contrat, le titulaire sortant remet au Titulaire entrant, la notice des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement de l'ascenseur.

Cette notice comporte une description des caractéristiques de l'installation.

Si le titulaire sortant ne dispose pas de cette notice, le Titulaire entrant élabore ce document sans contrepartie financière. Les notices d'instructions sont remises à l'Acheteur, après qu'elles aient été complétées, au maximum 6 mois après le début du contrat.

La non remise de ces notices complétées pourra donner lieu aux pénalités prévues au CCAP.

Notices d'instructions :

En vue de satisfaire aux exigences de l'article R. 134-7, § III du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n°2004-964 du 9 septembre 2004), la notice d'instructions comprend notamment les éléments suivants :

I - Documentation de base :

- 1) Caractéristiques de base de l'ascenseur (fiche technique);
- 2) Plans de l'ascenseur s'ils existent.

II - Documentation technique :

- 1) Schémas électriques ;
- 2) Composants de sécurité ;
- 3) Organes de suspension (câbles, chaînes, etc.) ;
- 4) Dispositifs de demande de secours.

III - Instructions d'utilisation de l'ascenseur :

- 1) Instructions pour l'utilisation normale de l'ascenseur ;
- 2) Instructions pour les opérations de secours ;
- 3) Instructions pour le système de téléalarme ;
- 4) Instructions complémentaires.

IV - Instructions de maintenance :

- 1) Instructions générales de maintenance de l'ascenseur ;
- 2) Instructions de maintenance pour les composants de sécurité et autres composants ;
- 3) Instructions de maintenance pour le système de téléalarme.

Le Titulaire s'engage à restituer en fin de contrat, toute la documentation nécessaire à la maintenance complète des installations : carnet d'entretien, schémas électriques de l'installation à jour, notices d'instructions et d'utilisation. Tous les frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation sont à la charge du Titulaire.

Après toute modification des installations ou travaux effectués au cours du présent contrat, le Titulaire met à jour les plans, schémas des installations et les laisse à demeure dans le local des machines et fournit les notices d'instructions pour la

Lot 1 - Entretien, désincarcération et dépannage d'ascenseurs

maintenance et la réparation des dispositifs qui auraient pu être remplacés ou ajoutés. Un double de toutes les documentations, notices et instructions est remis à l'acheteur. La notice d'instructions de l'appareil est remise à jour.

Tous les dispositifs de sécurité de l'ascenseur sont accompagnés des notices d'instructions permettant de réaliser la maintenance, la réparation et les réglages.

Nonobstant les dispositions prévues aux articles ci-dessus, le Titulaire laisse à disposition sur les sites, les notices d'utilisation et la documentation technique des ascenseurs suffisamment explicite, pour permettre à son intervenant de maintenance d'accéder aux différents menus fonctionnels de l'installation et d'en modifier les paramètres de réglage si nécessaire. L'outil de maintenance/dépannage est également laissé à disposition sur le site dans le cas où le titulaire en est le propriétaire.

3.10. Contrôles - État des lieux - Audit des appareils

3.10.1. Contrôle des prestations et assistance aux organismes de contrôle

Le titulaire se réserve la possibilité de procéder lui-même ou de faire procéder par une personne compétente de son choix, à la vérification de la bonne exécution des prestations. Le présent article définit les conditions dans lesquelles pourraient avoir lieu cette vérification. Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent contrat.

Les opérations de vérification et de contrôles réglementaires sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et sur le respect du présent contrat.

Le Titulaire est présent sur les lieux lors des opérations de vérification s'il est prévenu au moins 15 jours avant par mail. Cependant, ce délai peut être réduit si des circonstances exceptionnelles nécessitent une intervention rapide.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance ne mettant pas en cause la sécurité des usagers ou des intervenants sur l'installation ou si la préservation du matériel n'est pas mise en cause, le Titulaire dispose de 2 mois à compter de la date de réception du rapport de contrôle pour effectuer la levée des réserves et en informer par écrit l'Acheteur (article 3.10.5 du présent CCTP).

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance mettant en cause la sécurité des personnes ou la préservation du matériel, l'appareil pourra être mis hors service. Le Titulaire doit effectuer immédiatement les réparations et justifier de l'éventuel délai de correction (appareil laissé à l'arrêt) (article 3.10.5 du présent CCTP).

Le Titulaire délègue une personne suffisamment compétente pour réaliser les essais. La présence du technicien affecté à la maintenance de l'appareil est recommandée.

L'assistance aux visites suivantes est obligatoire, elles font partie du présent contrat sans contrepartie financière.

- dans le cadre d'audits, diagnostics ou visites de contrôle effectués par des bureaux spécialisés mandatés par l'acheteur et nécessitant la présence du Titulaire. Cette demande peut être faite autant de fois que nécessaire.
- à l'occasion des états des lieux contradictoires au début et à la fin du contrat d'entretien d'un appareil.
- pour assister au contrôle technique prévu aux Articles R. 134-11 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n° 2021-972 du 30 juin 2021). Cette disposition n'intervient qu'une fois par période de 5 ans et dans les conditions fixées par le contrôleur technique (convocation 15 jours minimum à l'avance).
- **Le Technicien assistant à ces opérations doit être apte à effectuer les essais de sécurité, et la correction immédiate des désordres constatés par le Contrôleur Technique (Observations relatives à la Maintenance qui ne nécessitent pas de remplacement de pièces non disponibles sur le site).**

Lot 1 - Entretien, désincarcération et dépannage d'ascenseurs

- pour assister aux réunions périodiques qui peuvent être organisées par les services techniques de l'acheteur, la présence d'un interlocuteur technique (celui du secteur concerné) et d'un interlocuteur commercial est nécessaire.
- pour accompagner le personnel compétent des diagnostics amiante et plomb
- pour les vérifications générales périodiques au sens de l'arrêté du 29 décembre 2010 (code du travail)

3.10.2. Etat des lieux contradictoires en début de contrat

Sauf si changement de titulaire et en application de l'article 4 de l'arrêté du 18 novembre 2004, un état des lieux initial est dressé de façon contradictoire entre le titulaire sortant et le Titulaire entrant dans les 15 jours calendaires de la prise d'effet du contrat et est annexé au contrat. Le titulaire peut faire réaliser cet état des lieux par une personne habilitée au sens de l'article R. 134-12 du code de la construction et de l'habitation.

Cet état des lieux détermine les caractéristiques principales et l'état général des installations, les conformités obligatoires relatives au classement de l'installation, aux règlements et législation en vigueur et aux travaux relatifs à l'arrêté du 18 novembre 2004 (J.O du 28 novembre 2004).

Sans remarques de la part du titulaire entrant, les conclusions de l'état des lieux sont réputées acceptées et non amendables.

L'absence du Titulaire « entrant » à l'état des lieux initial contradictoire implique son acceptation des installations sans réserve autre que celles émises dans l'état des lieux. Celui-ci ne peut faire état par la suite de défauts de réalisation, de maintenance, d'imperfections ou de défauts de réglages.

Pour le cas où le titulaire entrant rédige l'état des lieux, celui-ci remet ses observations écrites à l'acheteur dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de l'état des lieux.

La non remise des documents d'état des lieux contradictoires dans le délai imparti entraîne **les pénalités définies au CCAP du présent marché**.

3.10.3. Etat des lieux contradictoires en fin de contrat

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du contrat, les installations en état normal d'entretien, de fonctionnement, de propreté, de sécurité et libres de tous verrouillages interdisant la gestion normale des équipements.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels est établi à la fin du contrat par l'acheteur en présence du Titulaire « sortant » dans le mois qui précède la date d'expiration du marché

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent contrat, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du Titulaire « sortant ».

3.10.4. Absence du Titulaire à l'état des lieux contradictoire, à une expertise ou à un contrôle réglementaire

Nonobstant les **pénalités applicables définies au CCAP**, l'absence du Titulaire à l'état des lieux contradictoire, expertise ou contrôle réglementaire implique son acceptation sans réserve des remarques qui sont émises. Il ne peut faire état par la suite d'incompréhensions des rapports pour justifier ses manquements.

3.10.5. Réserves de maintenance – Plan de progrès

On appelle « Réserve » :

- toute observation qui serait émise par un organisme de contrôle (en application des contrôles SAE notamment)
- toute remarque d'un intervenant mandaté par le titulaire pour le contrôle de la maintenance.
- les anomalies relevées par le Bureau de Contrôle effectuant les vérifications annuelles de fonctionnement (le cas échéant).

Lot 1 - Entretien, désincarcération et dépannage d'ascenseurs

Les réserves relatives à la maintenance préventive des ascenseurs qui seraient notifiées au Titulaire par l'acheteur, ou par un bureau de contrôle, sont levées sous :

- 24 h ouvrées après demande de l'Université pour toutes les réserves afférentes à la sécurité des usagers ou des intervenants
- 2 mois après la demande de l'Université pour l'ensemble des autres réserves

Le Titulaire tient informé l'acheteur de l'avancement de ces levées de réserves par mail. Dans le cas où le titulaire met en ligne les réserves de maintenance sur une plateforme spécifique (GMAO par exemple), il vient y renseigner l'avancement de ces levées.

Plan de progrès :

Le Titulaire s'engage à effectuer une maintenance préventive pendant la durée du contrat telle que, année après année, les nouvelles réserves émises soient au minimum de 40% inférieures à celles de la première année.

Ce plan de progrès ne dégage évidemment pas le Titulaire de lever **toutes** les réserves chaque année.

Exemple :

- Année 2025 : 100 observations qui seront levées soit dans les 24 h ou les 2 mois suivants.
- Au 31 décembre 2026 : 60 « nouvelles » observations maximum.

Le non-respect de cette clause pourra donner lieu aux pénalités prévues au CCAP.

3.11.Exclusions aux prestations d'entretien

Les prestations suivantes sont exclues du prix global et forfaitaire de maintenance et font l'objet de devis et facturations spécifiques :

- les travaux de modernisation ou de mise en conformité des appareils avec des règlements qui seraient postérieurs à la notification du marché,
- les prestations rendues nécessaires en cas de force majeure, d'incendie, d'explosion, d'inondation, de foudre, de catastrophes naturelles, d'ambiances corrosives, d'accident indépendant de l'action du Titulaire, de l'usure des pièces autres que celles énoncées à l'Annexe E, ou de surtension électrique,
- les évolutions techniques même si elles sont dues à de nouvelles réglementations ou si elles sont recommandées ou exigées par les autorités réglementaires,
- les réparations et travaux consécutifs à du vandalisme.

Un devis est alors établi en application de l'Annexe 2 – BPU et accompagné des éléments attestant de l'exclusion du contrat d'entretien (par exemple, dans le cas du vandalisme, constat validé par le responsable de site).

3.12.Système de téléalarme et/ou télésurveillance

Le test des dispositifs de demande de secours (cabine, cuvette et toit de cabine) doit être effectué par le Titulaire du présent marché toutes les 6 semaines maximum, alimentation principale coupée. En cas de défaillance, le Titulaire doit effectuer immédiatement les réparations nécessaires.

Le titulaire aura à sa charge la fourniture, la gestion et les coûts de la carte SIM. Le patrimoine étant actuellement équipé de passerelle GSM, le titulaire fera sienne de toute contrainte d'adaptation liée aux évolutions techniques.

3.13.Informations vers l'acheteur

Toute communication, sous quelque forme que ce soit, à destination des utilisateurs ne peut être faite que sur du papier à en-tête du titulaire. Ce dernier n'utilise le logo de l'acheteur qu'avec son autorisation.

3.13.1. Carnet d'entretien

Le Titulaire tient à jour après chaque visite d'entretien et après chaque intervention de dépannage, le carnet d'entretien papier mis à la disposition de l'Acheteur dans le local de machinerie ou en armoire de manœuvre (nonobstant l'existence d'un carnet informatique).

Sont mentionnées sur le carnet d'entretien les informations :

- dates, heures d'arrivée et de départ du technicien
- nom et signature du technicien
- nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectuées sur les ascenseurs au titre de l'entretien
- date et cause des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage.

Les inscriptions portées sur le carnet doivent être compréhensibles par toute personne étrangère à l'entreprise de maintenance. Les éventuelles codifications sont répertoriées dans un lexique en page de garde du carnet.

Les essais de sécurité sont notés distinctement de toutes les autres opérations et le résultat de l'essai est inscrit ; exemples :

- *essai parachute : satisfaisant.*
- *Visite de contrôle des câbles : picots visibles en dessous des seuils ; à surveiller.*

Après chaque intervention de dépannage le titulaire informe l'acheteur par mail (article 2.5 du présent CCTP).

De plus, le Titulaire :

- communique à la demande de l'acheteur, le détail des interventions pour une période donnée
- tient à la disposition de l'acheteur, la notice à jour d'instruction des ascenseurs en sa possession
- remet à l'acheteur, à titre d'information, l'organisation de son plan d'entretien en vigueur à la signature du contrat, les coordonnées des responsables à joindre par secteur d'attribution et informe le titulaire des changements en cours de contrat. Ce programme de maintenance fait apparaître :
 - Le nombre et la qualification des intervenants affectés à l'exécution du contrat d'entretien
 - Le nombre d'installations par secteur géographique individuel
 - La fonction précise des intervenants sur ce marché
 - La périodicité et la période approximative d'intervention pour chaque installation
 - Le programme d'entretien (vérifications, réglages, etc.) envisagé sur les installations, décomposé par mois
 - Le temps prévisionnel de maintenance par installation
 - Le temps d'immobilisation pour gros travaux d'entretien.
- s'assure à chaque visite d'entretien de la présence en cabine, et au palier principal, de l'étiquetage comportant le nom du Titulaire, le numéro d'appel d'urgence et le numéro d'identification de l'appareil (numéro de l'Université). Dans le cas contraire, il y remédie immédiatement.

Il agit de même pour toute autre plaque d'instruction.

- Appose en cabine une étiquette indiquant la date de visite effectuée, le nom du technicien et la date prévisionnelle du prochain entretien.

Si le carnet est manquant lors de la prise en charge des installations, le Titulaire s'engage à en mettre un à disposition sans contrepartie financière.

3.13.2. Registre de sécurité

Le titulaire devra compléter le registre de sécurité à chaque maintenance préventive et annexera les bons de visite pour la vérification des câbles et parachutes de chaque appareil.

En cas de non-respect des pénalités seront appliquées dont le montant est fixé au CCAP du présent marché.

3.13.3. Mise à l'arrêt d'un appareil

Le Titulaire s'engage à informer immédiatement le Pôle Sécurité de l'Université, et sous 5 heures maximum après le début de panne, informera le client par courrier électronique, de toute mise à l'arrêt de l'installation quelle qu'en soit la durée, précisant la nature du dysfonctionnement, et le délai prévisionnel de remise en service.

Ce courrier est renouvelé autant de fois que nécessaire pour informer l'acheteur, des étapes de la résolution du problème. Une information est adressée de la même façon consécutivement à la remise en service.

Le cas échéant, le courrier électronique peut être envoyé sur plusieurs adresses mails différentes fournies par l'acheteur, lors de la mise en place du marché.

Dans tous les cas, le Titulaire s'engage à informer directement le responsable de site avant de quitter les lieux et les usagers par une information apposée sur toutes les portes palières de l'appareil.

3.13.4. Opérations de « maintenance lourde »

Le Titulaire soumet à l'acheteur, par mail, son calendrier des travaux programmés mensuellement.

Le calendrier fait apparaître les éléments suivants :

- La désignation de l'installation immobilisée
- La date prévisionnelle d'immobilisation
- La définition des travaux exécutés

Le Titulaire, moyennant un préavis de 15 jours calendaires, informe le titulaire de toute intervention complémentaire nécessitant l'arrêt d'une installation.

L'immobilisation d'un ensemble d'ascenseurs contigus est tolérée en dehors des heures d'exploitation du site, avec accord de l'acheteur. Elle fait l'objet d'un avertissement préalable dans un délai de trois semaines minimums, sauf impératif d'exploitation, et ne doit pas occasionner de frais supplémentaires pour l'acheteur.

3.14. Obligations de l'acheteur

A la signature du contrat, l'acheteur ou le titulaire sortant remet dans la mesure du possible au Titulaire entrant, toutes notices existantes de fabricants ou instructions établies par un éventuel Titulaire précédent relatives aux ascenseurs concernés. L'acheteur ou le titulaire sortant peut remettre au Titulaire entrant, si ce dernier en formule la demande, un rapport technique des installations. Ce document tient lieu d'état des lieux contradictoire.

ARTICLE 4. RÉPARATIONS / TRAVAUX SUR DEVIS

4.1. Généralités

4.1.1. Introduction

Le Titulaire a la charge de réaliser les travaux ou les ouvrages aux conditions définies par le présent marché, jusqu'au parfait achèvement, suivant les règles de l'art et compte tenu des règlements en vigueur.

Les prix sont établis sur devis par application de l'Annexe 2 – BPU et Annexe 3 – DPGF Travaux.

Les travaux et matériels devront répondre aux exigences normatives et réglementaires à la date de livraison des travaux. Dans le cas de travaux impliquant une/des transformation(s) importante(s) ou des travaux d'améliorations, le titulaire doit intégrer les travaux nécessaires au respect des normes applicables (exemple : NF P82-230) au moment de la réception des travaux. Le devoir de conseil du titulaire lui imposant de prendre en considération les évolutions normatives, celui-ci ne pourra exiger une quelconque plus-value supplémentaire pour rendre conforme les travaux commandés aux normes connues lors de la remise de son offre.

L'acheteur se réserve la faculté, pour tous travaux de réparation / de modernisation, de consulter d'autres entreprises. Le Titulaire est réputé avoir visité les lieux préalablement, il reconnaît avoir la complète connaissance des équipements concernés, de leurs abords, de leur environnement et de leurs conditions d'accès.

En conséquence, le Titulaire est déclaré, pour le bon déroulement des opérations :

- avoir la maîtrise de la maintenance des équipements existants,
- avoir la maîtrise des règles de l'art relatives à la création dans le cas de leurs remplacements, de leurs transformations, ou de leurs modernisations suivant les spécifications techniques du présent marché,
- avoir en charge les équipements concernés en toute connaissance de cause et les accepter dans l'état,
- avoir estimé les sujétions particulières d'exécution,
- avoir signalé à l'acheteur, lors de la remise de son offre, les désaccords ou observations éventuels sur le présent cahier des charges et du BPU, le cas échéant,
- avoir effectué les relevés nécessaires lui permettant de réaliser l'étude de cette opération de travaux,
- avoir mesuré :
 - les difficultés de circulation, de passage, concernant l'approvisionnement et la manutention du matériel neuf ou démonté,
 - les conditions d'interventions et les moyens nécessaires,
 - les éventuels risques liés à la présence de matériaux (Amiante, Plomb..) dans les locaux.

En aucun cas, le Titulaire ne peut invoquer, après signature du marché, des omissions, des erreurs, des contradictions ou interprétations dans le dossier marché pour se soustraire, se limiter dans l'exécution des travaux, ou refuser de réaliser, dans le cadre de ses engagements, tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement et à la parfaite utilisation des installations.

4.1.2. Dispositions particulières en bâtiment occupé

En raison du déroulement des travaux dans un bâtiment occupé, le Titulaire doit :

- apporter le moins de perturbations possible dans la vie du bâtiment,
- étudier un mode opératoire des travaux afin de réduire le délai d'immobilisation et la durée des interventions,
- prévoir les protections et les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers, du public et des intervenants,
- éviter d'encombrer l'usage des parties communes et des passages de circulation,
- protéger les ouvrages existants,
- remettre et tenir à jour un planning détaillé des interventions, phase par phase, de manière à assurer l'information permanente de l'acheteur, sur les travaux en cours et à venir. Toute modification au planning fait l'objet d'une note rectificative au tableau d'affichage et à l'acheteur, indiquant les motifs du retard.

4.2. Prescriptions techniques – Travaux

4.2.1. Définition du matériel proposé

La proposition du Titulaire est considérée comme conforme au cahier des charges et aux DPGF.

Toutefois, le Titulaire devra fournir dans son offre relative aux travaux, un descriptif technique complet concernant le matériel proposé (caractéristiques techniques, entraînement, commande, décoration, accessoires, ...), quelques divergences mineures pouvant apparaître avec le C.C.T.P., en raison du caractère propre des fabrications de chaque constructeur.

Le Titulaire doit la totalité du matériel pour assurer la réalisation complète, la sécurité et le bon fonctionnement des installations.

4.2.2. Qualité du matériel

Toutes les fournitures, matériel, appareillages, etc., sont neufs, de bonne qualité, et sont d'un modèle non personnalisé, non codé, ne nécessitant pas l'emploi d'outillage spécial ou de logiciel spécifique.

Les pièces de rechange ou détachées sont en vente libre (accessibles pour tout entrepreneur du secteur "ascenseurs" en France).

Les outillages spécifiques nécessaires à leur mise en œuvre, entretien et exploitation (interfaces de programmation, outils de visualisation de défauts, outils de contrôles de câbles, etc.) sont fixés à demeure en machinerie.

Ils sont conformes à la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux, du point de vue de la fabrication, des caractéristiques, du montage, de la mise en œuvre et de l'emploi.

Les composants de sécurité, conformément aux normes en vigueur, disposent d'une attestation de type (limiteur, parachute, serrures, amortisseurs, etc.), ou d'un procès-verbal d'essai au feu (porte palière, etc.), en cours de validité, délivrés par un laboratoire agréé.

Tous les éléments de la fourniture du présent marché, susceptibles d'être altérés par des agents atmosphériques ou autres pendant le transport ou le séjour sur le chantier, reçoivent un traitement de protection les mettant à l'abri de toute détérioration.

Il appartient au Titulaire - qui demeure seul responsable des travaux - de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par le titulaire ne peut avoir pour effet de dégager sa responsabilité.

Dans le cadre indispensable des économies d'énergie, les matériels minimisent impérativement leur impact sur la consommation électrique. En particulier :

- lorsqu'une nouvelle manœuvre (et/ou tout autre coffret électronique) est installée, elle est pourvue d'une mise en veille en l'absence d'utilisation durable de l'ascenseur (> 30mn). La consommation en veille est communiquée au moment de l'établissement du devis et fait l'objet d'un contrôle lors de la réception des travaux.
- lors de l'installation d'un éclairage cabine, outre la mise en œuvre de lampes à basse consommation, une extinction temporisée de la cabine est exigée.

4.2.3. Essais et vérification de fonctionnement

Après achèvement complet des travaux pour chaque appareil, il est procédé aux vérifications et essais conformément aux exigences en vigueur. Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge du Titulaire qui assure également tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires.

4.3. Réception des travaux

4.3.1. Essais réglementaires et réception de l'ouvrage

Dans son devis, le Titulaire effectue les essais réglementaires. Il fournira les caractéristiques des matériels prévus dans la norme NF EN 81-20, lorsqu'ils sont nécessaires.

Ces pièces sont communiquées à l'acheteur.

4.3.2. Mise en service

Après toute Opération préalable à la réception, le titulaire dispose de 15 jours calendaires pour procéder aux levées de réserves. A défaut, les pénalités pour retard de chantier sont applicables à compter du 16^{ème} jour calendaire.

Pendant cette période, le Titulaire procède aux réglages définitifs et en liaison conforme avec les documents d'exploitation fournis à la réception.

Lot 1 - Entretien, désincarcération et dépannage d'ascenseurs

Sauf modalités particulières, la mise en service intervient après réception de chaque appareil et ratification de l'état des lieux contradictoire établi sans réserve entre le titulaire (Service Travaux ET Service entretien impérativement) et l'acheteur.

La mise en service est le démarrage des garanties légales (annuelle, biennale et décennale) que le service Entretien accepte de prendre en charge intégralement par son approbation de l'état des lieux contradictoire.

4.3.3. Visa des documents d'exécution

4.3.3.1. Avant travaux

Les documents que le Titulaire établit au titre de son marché sont remis à l'acheteur dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception du bon de commande émanant de l'acheteur.

Si à la remise, l'acheteur constate que ces documents ne sont pas conformes au projet, il dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour en informer le Titulaire qui, dans le même délai, fournit des nouveaux documents corrigés. L'acheteur délivre son visa sur les documents conformes au projet.

Le Titulaire ne saurait être tenu pour responsable des dépassements d'échéances au cas où les informations requises par lui, ne lui auraient pas été fournies en temps utile.

Tous les documents et plans n'ayant pas obtenu le visa de contrôle ou de l'acheteur sont considérés comme nuls.

4.3.3.2. Après achèvement

Après achèvement de chaque ascenseur, le Titulaire est tenu de fournir, sous un délai de 15 jours calendaires, en 2 exemplaires papiers et 1 exemplaire numérique, un dossier technique comportant :

Le dossier conforme à la norme NF EN 81-20 :

- les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des appareils et particulièrement pour la sécurité,
- les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus
 - codes de défaut, programmation des paramètres,
- les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation,
- les notices de réglage et de maintenance des opérateurs de portes cabines,
- les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage,
- tout document que l'acheteur ou Maître d'œuvre le cas échéant, juge utile.

Tous les documents sont disponibles en Français. Les éventuelles abréviations sur les schémas font l'objet d'un lexique de correspondance permettant à toute entreprise d'assurer la maintenance et le dépannage.

La non remise de ce dossier entraîne l'application des **pénalités définies au CCAP du présent marché**.

4.4. Modalités chantier – Travaux

4.4.1. Exécution des travaux

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des travaux prévus dans le présent marché.

Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des travaux peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers.

Le Titulaire maîtrise en permanence tous les risques d'accident tant corporel que matériels inhérents aux chantiers en appliquant les mesures de protection nécessaires et en respectant les règles en vigueur, notamment en matière d'Hygiène et Sécurité.

Lot 1 - Entretien, désincarcération et dépannage d'ascenseurs

Les prestations à exécuter au titre du présent marché comprennent notamment la fourniture et la pose de l'ensemble du matériel nécessaire à la mise en œuvre de l'ascenseur conformément aux spécifications du présent C.C.T.P., des travaux de serrurerie, des travaux de peinture, la dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé.

L'installation du matériel est faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte que pour éviter toute détérioration des ouvrages des autres corps de métier.

Lors de la prise en charge des installations, le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de leur état et ne saurait de fait se prévaloir d'aucun supplément en cours d'exécution.

4.4.2. Visites et investigations

Le Titulaire ne s'oppose pas aux visites, investigations et prélèvements que l'acheteur estime nécessaire de faire ou de faire réaliser pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du marché ou auxquels le contrôleur technique estimerait nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission telle qu'elle est communiquée au Titulaire.

4.4.3. Suivi chantier

Le Titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier, provoquées par le titulaire ou l'acheteur, pendant toute la durée de l'opération.

Le Titulaire délègue un responsable ou technicien qualifié, agréé par l'acheteur avec le pouvoir de décision. Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu réalisé par le titulaire avec une diffusion aux différents intervenants, dans le but de :

- formaliser l'avancement des travaux,
- mesurer les risques de dépassement des délais, et d'apporter les remèdes correctifs afin de recalculer le planning d'exécution,
- valider l'information effectuée par voie d'affichage auprès des services,
- vérifier si les mesures de sécurité et les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé sont bien respectées,
- confirmer les décisions prises aux cours des réunions précédentes.

Si le compte-rendu ne fait pas l'objet de contestations au plus tard au cours de la réunion de chantier suivante, les remarques, les observations ou les dispositions consignées sont contractuelles et acceptées.

4.4.4. Propreté du chantier

Le Titulaire du présent marché prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre dudit projet et la gestion des déchets du chantier.

Les parties à nettoyer visent les revêtements de sol de la cabine, les portes palières, les cabines d'ascenseur, le local de la machinerie, la gaine.

Les sols, tapis, hall d'entrée et escaliers sont à maintenir quotidiennement en bon état de propreté.

Le nettoyage des ouvrages est effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravats, déchets et emballages divers sont évacués du chantier de façon continue.

En cas de non-respect, il sera appliqué les pénalités définies au CCAP.

4.4.5. Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité

La sécurité des intervenants et des usagers est particulièrement encadrée.

Lot 1 - Entretien, désincarcération et dépannage d'ascenseurs

Le titulaire (ou son Maître d'Œuvre le cas échéant) aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le Titulaire s'y conforme sans délai.

Tous les intervenants sont équipés d'Equipements de Protection Individuels (EPI) adaptés au chantier. Chaque fois que cela est possible, les Equipements de Protection Collectives sont privilégiés et posés en début de chantier.

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse était détectée, le chantier est immédiatement arrêté et ne reprend qu'à la correction du danger et sa validation par l'acheteur. **Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés sont à la charge exclusive du Titulaire.**

Le Titulaire respecte tous les règlements en vigueur au jour des travaux. Il appartient au Titulaire de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il juge utile de mettre en œuvre.

Tous les appareils de levage utilisés sur le chantier ont une fiche de vérification à jour. Une copie des fiches est adressée à l'acheteur avant toute utilisation.

En cas de manquement du Titulaire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, l'acheteur peut résilier de plein droit le contrat du Titulaire (travaux et maintenance) sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé à l'acheteur.

Dans le cadre des travaux, le travail les dimanches et jours fériés est strictement interdit, sauf accord spécifique de l'acheteur et sous réserve d'un "travail à deux" systématique et de l'assurance du respect de l'ensemble des consignes de sécurité.

Tout le personnel affecté à la réalisation des travaux est en possession d'une habilitation électrique selon le décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 et avoir reçu une information sur le travail en hauteur selon le décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004.

4.4.6. Amiante / Plomb

L'acheteur communique les diagnostics sur les matériaux dangereux à toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment et conserver une attestation écrite de cette information, conformément aux dispositions de l'Article R1334-28 du code de la Santé Publique. En cas de présence de matériaux amiantés, le Titulaire peut ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires.

L'acheteur a procédé, conformément à la réglementation, à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un document technique amiante. Aucun surcoût ne pourrait être demandé par le titulaire en cas de méconnaissance des documents transmis dans le cadre du présent marché.

Les organes ascenseurs suivants sont susceptibles de contenir de l'amiante (liste non exhaustive) :

- Garnitures des mâchoires de frein des machines,
- Portes palières et porte cabine.

De façon générale et dans un souci de prévention, le Titulaire apporte une attention particulière lors de toute opération de remplacement de garnitures de mâchoires de frein. En conséquence, il adapte sa méthodologie pour permettre la dépose de ces mâchoires conformément à la réglementation.

Le Titulaire fournit, au cours du chantier, l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

Si, à l'occasion des études préalables, le Titulaire identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier technique " Amiante ", il est tenu d'en informer immédiatement l'acheteur.

Le cas échéant, le Titulaire détaille dans le cadre de son offre, les mesures prises relatives à ces matériaux et y identifie le montant résultant de l'adaptation de sa méthodologie et des éventuels surcoûts liés à la protection de ses intervenants et des usagers.

Si, durant les phases travaux, le Titulaire découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés et plombés, il est tenu d'en informer l'acheteur et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement. L'acheteur convoque le Titulaire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

4.4.7. Communication pendant la phase chantier

30 jours avant le début du chantier, le Titulaire confirme aux services techniques de l'acheteur, son planning de travaux en s'engageant particulièrement sur :

- la date d'installation de l'équipe travaux,
- la date et l'heure de livraison des matériels,
- la date d'arrêt de l'ascenseur,
- les plages de dates et d'heures des travaux bruyants,
- la date de remise en service de l'appareil.

Toute information postérieure venant modifier ce planning, fait l'objet d'un nouvel affichage aux frais du titulaire. Le Titulaire se conforme à la politique générale de communication de l'acheteur.

5 Normes et réglementations

Le Titulaire est tenu de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs, normes homologuées, en vigueur durant toute l'exécution du marché. Il est rappelé, ci-après, sans portée exhaustive, quelques textes de portée générale.

5.1 Normes générales et amendements

- **NF P 82-230:** Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Ascenseurs et ascenseurs de charge - Dispositions applicables dans le cas de transformations importantes ou de travaux d'amélioration.
- **EN 81-28:** Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge.
- **EN 81-70:** Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge - Partie 70: Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.
- **NF EN 12385:** Câbles en acier - Sécurité- Partie 3 : Informations pour l'utilisation et la maintenance.
- **NF EN 81-58:** Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Examen et essais - Partie 58 : Essais de résistance au feu des portes palières.
- **NF EN ISO 14122:** Sécurité des machines - Partie 4: Échelles fixes.
- **NF E85-016:** Éléments d'installations industrielles - Moyens d'accès permanent - Échelles fixes.
- **NF EN 13411:** Terminaisons pour câbles en acier - Sécurité:
 - Partie 5 : serre-câbles à étrier en U;
 - Partie 6 : boîte à coin asymétrique;
 - Partie 7 : boîte à coin symétrique.
- **NF EN ISO 13857:** Sécurité des machines - Distances de sécurité empêchant les membres supérieurs et inférieurs d'atteindre les zones dangereuses.
- **NF EN 60204-1:** Sécurité des machines - Equipement électrique des machines.
- **NF C 15-100:** Installations électriques à basse tension.

5.2 Normes spécifiques et amendements

- **NF EN 81-71:** Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 71 : Ascenseurs résistants aux actes de vandalisme.

Lot 1 - Entretien, désincarcération et dépannage d'ascenseurs

- **NF EN 81-72:** Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge- Partie 72 : Ascenseurs pompiers.
- **NF EN 81-73:** Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 73 : Fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie.
- **NF EN 81-77:** Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 77 : Ascenseurs soumis à des conditions sismiques.
- **NF EN 81-21:** Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Élévateurs pour le transport de personnes et de charges - Partie 21 : Ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants.
- **NF P82-207:** Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs pompiers.

5.3 Réglementation générale applicable

- **Décret n° 2008-1325** du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- **Circulaire DGT n° 2011-02** du 21 janvier 2011 concernant la mise en oeuvre du décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- **Décret n° 2004-924** du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
- **Circulaire DRT 2005-08 du 27 juin 2005** relative à la mise en oeuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004.
- **Arrêté du 30 juin 1999** relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique.

5.4 Réglementation spécifique applicable

5.4.1 Incendie (ERP, habitation, IGH)

- **Arrêté du 25 juin 1980** modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- **Arrêté du 31 janvier 1986** modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- **Arrêté du 30 décembre 2011** portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

5.4.2 Accessibilité (habitation, ERP, ERT)

- **Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006** relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- **Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009** relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.
- **Arrêté du 26 février 2007** fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 163-1 et R. 163-2 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs lorsqu'ils font l'objet de travaux et des bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination.
- **Arrêté du 8 décembre 2014** fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.164-1 à R.164-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret no 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.
- **Arrêté du 20 avril 2017** relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

- **Arrêté du 4 octobre 2010** relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction.

5.4.3 Sismique

- **Décret no 2010-1254 du 22 octobre 2010** relatif à la prévention du risque sismique.
- **Décret no 2010-1255 du 22 octobre 2010** portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.

5.5 Modifications effectuées sur des ascenseurs soumis aux exigences de la directive ascenseur lors de leur mise sur le marché (ascenseurs CE)

- **Guide technique: mai 2017** "Modifications effectuées sur des ascenseurs soumis aux exigences de la directive ascenseur lors de leur mise sur le marché" réalisé avec le soutien du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat. Secrétaire d'Etat au logement DGALN/DHUP.
- **NF P 82-230:** Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Ascenseurs et ascenseurs de charge - Dispositions applicables dans le cas de transformations importantes ou de travaux d'amélioration.

5.6 Modification des cellules Sick Optique à faisceaux tournants

- **Décision du 12 septembre 2008** portant agrément de dispositifs de type barrage immatériel en vue du remplacement des dispositifs OTD 2 et OTD 3 de la société Sick-Optique électronique agréés par décision du 10 mars 1989 pour être mis en place dans les ascenseurs sans porte en application de la loi no 86-1290 du 23 décembre 1986

5.7 Directives européennes applicables et transpositions en droit Français

- **Ascenseur:** 2014/33/UE du 26 février 2014 transposée par décret n°2016-550 du 3 mai 2016;
- **Machines:** 2006/42/CE du 17 mai 2006 transposée par décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008;
- **Basse tension:** 2014/35/UE du 26 février 2014 transposée par décret n° 2015-1083 du 27 août 2015;
- **Compatibilité électromagnétique:** 2014/30/UE du 26 février 2014 transposée par Décret n° 2015-1084 du 27 août 2015;
- **Produits de construction:** Règlement UE N° 305/2011 du 11 mars 2011 transposé par décret n°2012-1489 du 27 décembre 2012.